



## Informations du Guatemala

2<sup>e</sup> Année, n° 98

du 8 au 15 novembre 1984

### POLITIQUE

L'incertitude plane sur le processus électoral  
Entraves à la tâche de l'Assemblée Constituante  
La politique d'intimidation envers les députés se poursuit  
Espoir d'une aide américaine accrue  
Elections et aide militaire  
Le Guatemala et l'Acte de Paix  
Avertissement des Etats-Unis  
Le gouvernement essaye d'induire l'opinion publique en erreur  
Les militaires refuseront d'abandonner le pouvoir

### ECONOMIE

Les exportateurs dans le secteur agricole s'organisent  
Des millions d'exonération

### CONTRE-INSURRECTION

Zones frontalières sous contrôle  
Les actions de contrôle augmentent

### SITUATION SOCIALE

Les droits du travail et l'Assemblée Constituante  
Chômage en hausse  
20 000 enseignants sans emploi  
Le gouvernement brise une grève

### DROITS DE L'HOMME

Commerçants sous le feu des mitraillettes  
Tortures dans les prisons  
Violation du siège syndical  
Nouvelles menaces à l'encontre de la presse

POLITIQUE

L'INCERTITUDE PLANE SUR LE PROCESSUS ELECTORAL

Le 10 novembre, le Secrétaire Général du Parti Institutionnel Démocratique, a allégué qu'il était fort improbable que le gouvernement organise les élections présidentielles en 1985. Il a ajouté que l'Assemblée Constituante ne semblait guère pressée d'élaborer la législation électorale, ce qui est fort préoccupant.

ENTRAVES A LA TACHE DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Selon les dires du député German Scheel Montes, le 8 novembre, l'Assemblée Nationale Constituante ne dispose pas de soutien populaire et de souveraineté. Elle ne peut rien faire face à la présence des baïonnettes.

Scheel Montes a, le même jour, pris la décision de quitter l'Union de Centre National car selon lui ce parti n'est qu'une "mascarade". En outre, il prétend qu'il existe des "forces d'oppression" qui empêchent l'Assemblée Constituante d'élaborer les lois fondamentales et que si cet état de chose se poursuit en janvier prochain, il se verra dans l'obligation de quitter également l'Assemblée.

LA POLITIQUE D'INTIMIDATION ENVERS LES DEPUTES SE POURSUIT

La tension monte au sein des députés de l'Assemblée Constituante, après l'annonce du 6 novembre, relatant comment des hommes armés cherchèrent à enlever, dans les environs du siège législatif, le président en fonction à l'Assemblée, le député Roberto Carpio Nicolle.

Carpio, Démocrate-Chrétien, arriva à l'Assemblée avec les vêtements en lambeaux et il déclara que la violence au Guatemala s'exerçait "sans aucune discrimination et ne faisait que croître".

ESPOIR D'UNE AIDE AMERICAINE ACCRUE

Le 8 novembre, le porte-parole du gouvernement, Ramón Zelada Carrillo, a fait savoir que le régime guatémaltèque espère recevoir une aide économique et militaire accrue durant le second mandat du président américain, Ronald Reagan.

L'armée, les groupes les plus puissants du secteur privé et les partis politiques d'extrême-droite ont fêté dans la plus grande allégresse la victoire électorale de Reagan et n'ont pas caché, dans leur déclaration, l'appui politique qu'ils espèrent recevoir de la Maison Blanche.

ELECTIONS ET AIDE MILITAIRE

Le 7 novembre, le Lieutenant-colonel Alden Cunningham a affirmé que l'aide militaire que les Etats-Unis fournissent au gouvernement guatémaltèque allait s'accroître après les élections présidentielles guatémaltèques de l'année prochaine.

D'après le journal Prensa Libre (Presse Libre) du 8 novembre, Cunningham qui dispose d'un état de service pour le compte des Etats-Unis en Corée, au Vietnam, en Allemagne de l'Ouest et auprès de diverses ambassades latino-américaines, effectue actuellement au Guatemala une série d'entrevues privées des hauts responsables militaires et donne des conférences s'adressant aux secteurs de l'Initiative Privée et aux partis politiques.

LE GUATEMALA ET L'ACTE DE PAIX

Le 6 novembre, le journal The Washington Post, affirmait, bien que cela fut nié par la Chancellerie guatémaltèque, que "l'appui incertain" du gouvernement guatémaltèque aux propositions de modifications émanant des Etats-Unis de l'Acte de Paix du groupe Contadora est à l'origine des pressions qu'endure le régime du Général Mejía Victores.

Au début du mois de novembre, le Guatemala s'est abstenu de signer un document, où les gouvernements du Salvador, du Honduras et du Costa Rica émettaient des observations relatives à la présence de conseillers étrangers et à la démilitarisation de l'Amérique Centrale, et ce faisant modifiaient considérablement la proposition de paix formulée par le groupe Contadora. Cependant le gouvernement guatémaltèque s'est engagé, fin octobre, à l'instar des autres pays cités, à ajourner indéfiniment la signature de l'Acte de Paix.

## AVERTISSEMENT DES ETATS-UNIS

Le Secrétaire d'Etat américain, George Shultz a déclaré, le 12 novembre, que les Etats-Unis appuyaient les démarches du groupe Contadora. Cependant, a-t'il ajouté, l'Acte de Paix devra reprendre les propositions formulées par le Honduras, le Salvador et le Costa Rica.

Les déclarations de Shultz eurent lieu dans le cadre des sessions de la XIV Assemblée Générale de l'OEA -Organisation des Etats Américains-.

### LE GOUVERNEMENT ESSAYE D'INDUIRE L'OPINION PUBLIQUE EN ERREUR

Selon une publication de l'EGP -Armée de Guérilla des Pauvres- datée du 12 novembre, le gouvernement guatémaltèque essaye d'induire l'opinion publique internationale en erreur par le biais d'une politique de soi-disant distanciation d'avec la Maison Blanche.

Le journal El Informador Guerillero (L'Informateur des Guérilleros) dans son numéro le plus récent signale que le régime guatémaltèque est aligné sur l'Administration Reagan, ne prenant pour preuves que les conditions entourant la signature de l'Acte de Paix de Contadora et la proposition de créer des "forces multinationales de paix" dans la région, premier pas en fait pour une intervention directe en Amérique Centrale.

### LES MILITAIRES REFUSERONT D'ABANDONNER LE POUVOIR

Le Conseil des Affaires de l'Hémisphère -COHA-, organe indépendant, siégeant à Washington a, le 12 novembre, fait savoir que l'armée guatémaltèque s'opposerait à l'élection d'un gouvernement civil jusqu'en 1986. Quoiqu'il en soit, affirme le COHA, les militaires ne sont pas prêts à abandonner le pouvoir.

## ECONOMIE

### LES EXPORTATEURS DANS LE SECTEUR AGRICOLE S'ORGANISENT

L'Association Générale des Agriculteurs, la Fédération Nationale des Eleveurs, le Conseil National du Coton et quelques 20 autres organisations du secteur agricole, ont formé, le 9 novembre, l'Union Nationale des Exportateurs Agricoles -UNAGRO-.

Si l'on en croit un communiqué de presse, la création de cet organisme a pour but de permettre aux exportateurs dans le secteur agricole de poursuivre la lutte qu'ils mènent contre les nouveaux impôts que le gouvernement a imposé au secteur en septembre dernier.

### DES MILLIONS D'EXONERATION

Le 8 novembre, le ministre de l'Economie, Leonel Hernandez Cardona, a certifié que l'Initiative Privée jouit d'une exonération de quelques 500 millions de Quetzales (= \$) par an en termes d'abattements fiscaux. Il déclara également que ces abattements s'inscrivent dans la politique économique gouvernementale.

## CONTRE-INSURRECTION

### ZONES FRONTALIERES SOUS CONTROLE

Le directeur de la Garde des Haciendas, le Colonel Marco Antonio Castellanos, fit part, le 9 novembre du fait que la surveillance, le contrôle et les activités de patrouille dans la région frontalière avec le Mexique avaient augmenté.

Le Colonel a ajouté que la Garde des Haciendas effectue de fortes mobilisations de contingents et des observations minutieuses de la zone frontalière, bénéficiant en cela du concours de l'armée et de la Police Nationale.

### LES ACTIONS DE CONTROLE AUGMENTENT

Des portes-parole de l'armée et de la Police Nationale ont informé que de nouvelles opérations de contrôle et d'arrestations massives de la population furent effectuées à partir du 12 novembre dans diverses villes du pays et qu'elles se poursuivront jusqu'à la fin de l'année.

D'après les déclarations officielles, ces opérations ont lieu et auront lieu là où existent spécifiquement d'importantes concentrations de personnes et sont chapeautées par le Centre des Opérations Conjointes, qui coordonne les forces de l'armée et de la police.

## SITUATION SOCIALE

### LES DROITS DU TRAVAIL ET L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Le 9 novembre, des représentants des organisations des travailleurs du secteur rural, de l'industrie, de la banque et du service public, ont souligné que l'Assemblée Nationale Constituante refuse d'inclure dans la nouvelle Constitution un régime de travail organisé conformément aux principes de justice sociale, qui sont les fondements d'une démocratie véritable.

Les dirigeants du secteur patronal ont fait remarquer que c'est la deuxième fois que les députés refusent de discuter d'une proposition émanant des organisations pré-citées, en vue de réglementer de façon adéquate les droits syndicaux et les garanties sociales dans le texte de la Constitution.

### CHOMAGE EN HAUSSE

Antonio Palacios, Secrétaire du Conseil National de Planification Economique, a déclaré, le 8 novembre, que les 75 000 guatémaltèques qui en 1984 avaient accédé au marché du travail étaient, en fait, allés gonfler les rangs des chômeurs pour la majorité d'entre eux.

Le fonctionnaire, délégué par le Guatemala lors du deuxième Congrès de la Prévision Sociale d'Amérique Centrale, du Mexique et du Panama qui s'est tenu dans la ville de Guatemala, a clairement montré que le chômage et le sous-emploi, évalués à 40 % en 1983, oscillaient en 1984 entre 44 et 74 %.

### 20 000 ENSEIGNANTS SANS EMPLOI

Le gouvernement estime que quelques 20 000 enseignants se trouvent actuellement sans emploi, et selon les déclarations du 6 novembre du vice-ministre de l'Education, Rigo-berto Juarez Toledo, il n'existerait aucun espoir d'amélioration ou de solution au problème du chômage dans cette profession.

Selon plusieurs estimations, l'analphabétisme au Guatemala se situe aux alentours de 70 %.

### LE GOUVERNEMENT BRISE UNE GREVE

Un représentant syndical a communiqué, le 13 novembre, qu'après une série d'actes de répression, la grève entamée depuis plusieurs semaines par les travailleurs de l'Université Nationale de San Carlos a échoué, sans que les revendications des grévistes n'aient été satisfaites.

Le syndicaliste, qui pour des raisons de sécurité a préféré garder l'anonymat, affirme que le gouvernement s'est acharné à faire échouer ladite grève pour éviter que l'exemple ne soit suivi dans d'autres secteurs.

## DROITS DE L'HOMME

### COMMERCANTS SOUS LE FEU DES MITRAILLETES

Le feu a été ouvert sur sept agents de commerce, le 11 novembre. Il semblerait que l'attaque aie été menée par les forces de sécurité sur la route qui conduit à la municipalité Nueva Concepción, dans le département méridional de Escuintla. On déplore le décès de l'un des commerçants, les trois autres souffrant de blessures graves.

### TORTURES DANS LES PRISONS

Une requête signée par plusieurs centaines de détenus et rendue publique le 8 novembre, accuse les autorités pénitentiaires de faire subir aux prisonniers de nombreux sévices et tortures, face à l'indifférence totale du gouvernement.

### VIOLATION DU SIEGE SYNDICAL

Des hommes armés, vêtus d'uniformes de l'armée, ont attaqué le 8 novembre, au cours de l'après-midi, les installations syndicales de l'Université Nationale de San Carlos, situées sur le campus universitaire. C'est ce que des membres du Conseil Supérieur de l'Université ont rapporté auprès de la presse.

Les assaillants ont menacé de nombreux étudiants et membres du personnel qui se trouvaient présents et ont fouillé minutieusement les lieux, emportant avec eux des listes de personnes syndiquées et d'autres documents.

NOUVELLES MENACES A L'ENCONTRE DE LA PRESSE

Le Colonel Anacleto Mesa Castellanos, gérant-contrôleur des lignes aériennes du Guatemala -AVIATECA-, a injurié et menacé gravement un journaliste alors que les caméras du reporter de Teleprensa filmaient l'incident. La séquence fut diffusée le 9 novembre.

Les associations de journalistes et de différents milieux des medias ont qualifié l'incident comme étant une démonstration de l'attitude adoptée par les militaires à l'égard de la presse et comme une grave atteinte, voire une violation, à la Liberté de Presse.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX